

**Aide au développement - Comité
Interministériel de la Coopération
Internationale et du Développement
- Réponse de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, à une question
au gouvernement à l'Assemblée
nationale**
(Paris, 14 février 2018)

(Question sur le compte rendu du Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Vous avez raison de rappeler l'attachement de l'Assemblée nationale sur tous les bancs à la politique de développement et de l'aide publique au développement de notre pays. Vous avez indiqué que, ce que l'on appelle le CICID - le Comité Interministériel de Coopération Internationale et du Développement - s'est réuni, sous l'autorité du Premier ministre la semaine dernière et a fixé 5 orientations majeures que je souhaite vous rappeler.

D'abord, ce CICID a déterminé l'agenda, la trajectoire des engagements pris par le président de la République, portant l'aide publique au développement de 0,37% à 0,55% du PIB en 2022, avec un échéancier dûment établi.

Deuxième point, ce CICID a fixé les thèmes principaux sur lesquels l'aide au développement serait concentrée, vous les avez cités, la santé, l'égalité femmes hommes, l'éducation, le climat et la fragilité institutionnelle d'un certain nombre de pays.

Troisièmement, ce CICID a déterminé les pays cibles, en donnant une priorité aux pays les moins avancés, c'est-à-dire surtout les pays africains. En conséquence de quoi, cela donne une priorité aux dons sur les prêts. Concernant ces pays, c'est une demande que les différents groupes de l'Assemblée nationale avaient proposé au cours des auditions que nous avons pu avoir antérieurement.

Quatrième point, il a été décidé une autorisation d'engagement d'un milliard d'euros pour aider l'AFD dans ses actions et engager des opérations bilatérales. Nous voulons aussi aider notre partenariat international, je pense en particulier au pacte pour l'éducation validé à Dakar il y a quelques jours par le président de la République.

Enfin, il a été décidé de faire en sorte de doubler l'aide publique au développement qui transitera par les ONG. C'était un souhait que nous avions depuis longtemps et qui vient d'être validé. Vous voyez qu'il s'agit là d'une inflexion très significative de notre action./.